

Mondialisation et écologie : de l'impasse à l'ouverture

Jean-Marie Harribey

Extraits dans *Les Cahiers de critique communiste « Mondialisation et impérialisme »*, Paris, Ed. Syllepse, 2003, p. 71-79

La fin du XX^e siècle a vu le capitalisme franchir une nouvelle étape, celle de l'accélération de sa financiarisation issue de la libéralisation complète de la circulation des capitaux et de la dérégulation menée par les Etats et les institutions internationales. Les politiques néo-libérales ont été consciemment engagées pour tenter de sortir de la crise de rentabilité qui avait éclaté à la fin des années 1960. Désigné par le vocable de mondialisation, ce processus de financiarisation donnant un nouvel élan à la concentration du capital a été facilité par un rapport de forces globalement favorable aux classes bourgeoises qui ont réussi à imposer partout aux salariés une précarisation de leurs conditions de travail, par rapport à laquelle les mouvements sociaux dits anti- ou alter-mondialisation ont récemment amorcé une résistance prometteuse.

Au cours de la même période sont apparus les signes d'une grave crise écologique faisant courir le risque de remettre en cause les conditions mêmes de la vie sur la planète Terre. Cette crise revêt au moins trois aspects qui se renforcent mutuellement. En premier lieu, le développement économique épuise inexorablement bon nombre de ressources naturelles. Les ressources énergétiques d'origine fossile disparaîtront dans quelques décennies sans que soit véritablement mis en œuvre un programme, autre que nucléaire, s'orientant vers les énergies renouvelables. Les ressources halieutiques sont également menacées par des ponctions trop abondantes. L'eau devient une denrée rare dans les zones où l'irrigation la détourne pour des productions qui en sont trop gourmandes et les forêts tropicales se réduisent peu à peu, de même que la diversité biologique. En second lieu, les pollutions multiples s'accumulent au point de rendre l'air irrespirable dans la plupart des villes et l'eau imbuvable dans toutes les régions où se pratiquent l'agriculture et l'élevage intensifs. Les marées noires déferlent désormais à intervalles presque aussi réguliers que les mouvements imposés par l'attraction de la lune et du soleil sur les océans. En troisième lieu, le réchauffement climatique dû au renforcement de l'effet de serre, lui-même lié aux rejets de gaz par les activités agricoles, industrielles et de transport, est maintenant certain. Elévation du niveau des océans, disparition de zones côtières sous les eaux, perturbations des régimes de pluie et des courants océaniques, désertification et sécheresse d'un côté et inondations de l'autre en seront les conséquences d'ici la fin du XXI^e siècle. Il est à craindre que, dans un premier temps, des fractions entières de la population mondiale – les classes les plus pauvres – soient littéralement sacrifiées, et que, dans un deuxième temps, la survie de l'humanité entière soit en jeu.

La conjonction de la crise sociale – provoquée par la crise du capital – et de la crise écologique induite par la nécessité de l'accumulation de ce même capital n'est pas due au hasard. Elles renvoient toutes les deux aux contradictions d'un système qui bute d'une part sur la difficulté de faire produire et réaliser de la plus-value à une échelle toujours plus vaste et d'autre part sur les limites matérielles naturelles qu'il lui faudrait sans cesse repousser pour garantir une accumulation infinie.¹ Ces contradictions sont fortes puisqu'elles sont autant de contraintes – nouvelles par leur ampleur et leur simultanéité – pesant sur les conditions de reproduction du capitalisme, mais elles n'annoncent pas nécessairement pour autant l'ultime

¹ . Je n'aborderai pas ici la discussion sur la hiérarchie et les rapports entre ces deux types de contradictions. Pour en avoir un aperçu au sein de la pensée marxiste, voir Harribey [2001].

crise de celui-ci. D'ailleurs, la mondialisation peut être considérée comme le redéploiement opéré par le capitalisme pour surmonter ses contradictions actuelles : face à la difficulté de création et de réalisation de plus-value nouvelle, il s'agit pour lui d'étendre la sphère marchande en intégrant toutes les forces productives du monde dans un marché unique. Sa capacité de réaction se manifeste par sa promptitude à épouser l'air du temps. La société éprouve-t-elle des inquiétudes quant à l'écologie ? Qu'à cela ne tienne ! Toutes les élites se convertissent bruyamment au « développement durable ». De plus en plus de mouvements sociaux expriment-ils leur refus de voir les valeurs de justice foulées aux pieds de celles de la Bourse ? Tous les départements de « com » des grandes entreprises sont mobilisés pour afficher leur souci de « responsabilité sociale et éthique ». Y aurait-il en quelque endroit un reste de bien public comme l'eau, la protection sociale ou l'éducation par exemple ? L'Organisation mondiale du commerce est chargée d'y mettre fin. Des citoyens s'insurgent-ils contre la privatisation de toutes les connaissances scientifiques et du vivant en fauchant, pour attirer l'attention, un champ de maïs ou de colza transgéniques ? La répression s'abat avec une célérité et une sévérité jamais vues. Et la profession des économistes est appelée à la rescousse pour faire la preuve que le marché est capable de prendre en charge la gestion écologique de la planète et que, si les dégradations se sont accumulées jusqu'ici, ce n'est pas par excès de marché mais par défaut.

La pression libérale pour l'achèvement de la marchandisation du monde s'accroît. Mais à Seattle, Porto Alegre, Gênes et Florence, les mouvements sociaux ont mis au grand jour l'impasse dans laquelle elle conduisait. Ils ont commencé à esquisser les contours d'un autre monde possible en contestant l'avenir capitaliste de l'humanité.

1. Le capitalisme ne sera pas plus écologique qu'il ne fut social

Le risque d'épuisement à brève échéance de certaines ressources naturelles, la dégradation durable sinon irréversible de beaucoup d'écosystèmes et le réchauffement climatique à cause des gaz à effet de serre ne sont plus niés par les défenseurs du capitalisme. Leur parade consiste à analyser ces effets pervers du développement économique comme des dysfonctionnements du marché qu'il faut corriger. Les économistes parlent à leur propos d'externalités négatives dont l'origine est attribuée par les libéraux à l'absence de droits de propriété sur les biens naturels et donc à l'impossibilité de leur affecter un prix de marché traduisant leur rareté relative ou, ce qui revient le plus souvent au même, de calculer leur coût en travail puisque ces biens ne sont pas produits par l'homme.

Au lieu de voir dans ces externalités le signe d'une incomplétude radicale du marché, les idéologues du système suggèrent une fuite en avant : internaliser par le marché les externalités du marché, réduire l'utilité des ressources naturelles et de l'environnement à une dimension monétaire et parier sur la possibilité de toujours substituer des artefacts aux ressources épuisées grâce au progrès technique. Ils croient ainsi pouvoir donner une assise à un développement qui durerait perpétuellement.

L'internalisation

Deux procédures d'internalisation peuvent être utilisées. La première est la tarification qui consiste à ajouter au prix de marché une écotaxe correspondant au coût de la dégradation laissé à la charge de la collectivité en cas de laisser-faire. Le double avantage de l'écotaxe est, d'une part, d'inciter au respect de l'environnement en réorientant les choix des producteurs et des consommateurs, et, d'autre part, de dégager des ressources fiscales. Mais ses défauts sont multiples. Elle suppose calculable le coût réel de la pollution pour la collectivité. Elle suppose que soit connu le seuil de pollution à ne pas dépasser. Bien que mettant en pratique le principe du pollueur payeur, l'écotaxe n'intervient en tant que pénalité monétaire qu'une fois le seuil d'auto-épuration des écosystèmes franchi, ne parvenant pas à empêcher le rabaissement

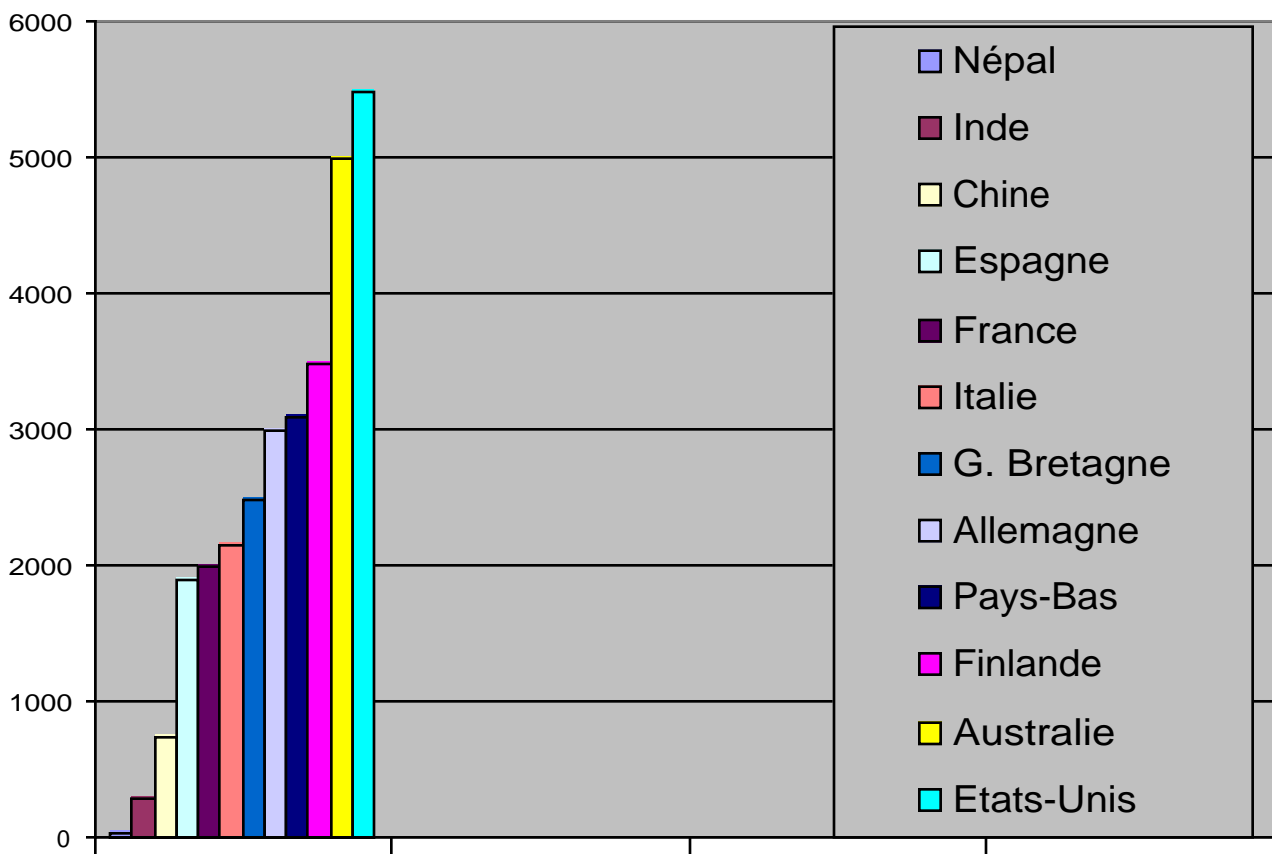
inexorable de ce seuil. Aussi, le principe du pollueur payeur risque de se transformer en son inverse : payeur pollueur, c'est-à-dire le payeur ayant le droit de polluer.

La deuxième procédure possible d'internalisation est précisément l'instauration de droits de polluer. Cette fois-ci, la défaillance du marché est contournée par l'attribution de droits de propriété sur l'environnement pour une durée déterminée. C'est ce mécanisme que prévoit de mettre en œuvre le protocole de Kyoto signé en 1997 et entériné à Marrakech en 2001 pour réduire de 5,2% les émissions de gaz à effet de serre en 2012 par rapport au niveau de 1990. Ce protocole pose trois séries de problèmes.

Premièrement, parce que plusieurs pays gros pollueurs (dont les Etats-Unis émettant 25% de la totalité des gaz à effet de serre dans le monde alors qu'ils ne représentent que 4,3% de la population) refusent encore de ratifier ce protocole, il n'est pas encore mis en œuvre et jamais l'objectif ne pourra être atteint.

Deuxièmement, même si l'objectif fixé à Kyoto était atteint, cela ne représenterait que 3% des efforts à accomplir pour éviter le réchauffement climatique. On situe le seuil critique d'émission d'équivalent-carbone à 500 kg par habitant et par an. Or tous les pays développés se situent bien au-delà de ce seuil.

Emission d'équivalent-carbone en 1998 (en kg par habitant)



Source : d'après *United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCEF) Carbon Dioxide*,

2000, *Information analysis (CDIAC)*, in Document Séminaire Gouvernemental sur le développement durable, Paris, 28 novembre 2002.

Troisièmement, le mode d'attribution initiale des permis d'émission (en fonction des pollutions rejetées ou en fonction de la population) n'est pas décidé. Cette lacune au sein de la négociation internationale témoigne de l'absurdité de la notion de « marché » à propos des droits de polluer. Même si un échange de permis d'émissions s'installe dans l'avenir, cela ne sera qu'un pseudo marché car il ne pourra pas exister sans autorité internationale chargée de réguler et sanctionner son déroulement. De plus, ce pseudo marché sera un instrument de répartition au plus offrant (et l'on se doute qui, des pays riches ou des pays pauvres, des entreprises dominantes ou dominées, seront ces plus offrant) des droits d'usage de l'environnement. Ce sera donc une répartition de cet usage sur des bases économiques alors qu'il conviendrait sans doute de l'organiser sur des bases politiques au moment où les pays émergents connaissent une dégradation considérable de leur environnement.

Commerce, croissance, pauvreté et dégradation de l'environnement en Asie de l'est et en Amérique latine

Régions	Commerce	Croissance	Pauvreté	Indicateurs environnementaux		
	Augmentation annuelle du volume des exportations 1980-1994 (en %)	Croissance annuelle du PNB par tête 1970-1995 (en %)	Part de la population vivant avec moins d'un dollar par jour (PPA) (en %)	Déforestation annuelle 1990-1995 (en %)	Pollution atmosphérique (microgrammes par m ³ en suspension dans les capitales)	Augmentation des émissions de dioxyde de carbone par tête 1980-1996 (en %)
Chine	12,2	6,9	29,4 (1993)	0,1	377	86,7
H Kong, Chine	15,4	5,7	<1	0,0		15,6
Indonésie	9,9	4,7	14,5 (1993)	1,0	271	100,0
Corée	11,9	10,0	<1	0,2	84	172,7
Malaisie	13,3	4,0	5,6 (1989)	2,4	85	180,0
Philippines	5,0	0,6	27,5 (1988)	3,5	200	12,5
Singapour	13,3	5,7	<1	0,0		63,6
Thaïlande	16,4	5,2	<1	2,6	223	277,8
Argentine	1,9	-0,4		0,3	97 (Cordoba)	-2,0
Bolivie	-0,3	-0,7	7,1 (1989)	1,2		62,5
Brésil	6,2		28,7 (1989)	0,5	86 (Rio = 139)	13,3
Chili	7,3	1,8	15,0 (1992)	0,4		36,0
Costa Rica	6,6	0,7	18,9 (1989)	3,0		27,3
Mexique	13,0	0,9	14,9 (1992)	0,9	279	2,7
Pérou	2,4	-1,1	49,4 (1994)	0,3		-21,4
Uruguay	0,9	0,2		0,0		-15,0
Venezuela	1,1	-1,1	11,8 (1991)	1,1	53	10,7

Source : Banque mondiale 2002 : 101.

La réduction de la nature à une dimension monétaire

La rationalité qui est sous-jacente aux raisonnements précédents est simple : il vaut mieux lutter contre la pollution là où cela coûte le moins cher, l'échange de permis d'émission se déroulant jusqu'à ce que le coût marginal d'un droit à polluer égale celui des mesures de dépollution, ou bien jusqu'à ce que le coût marginal de la pollution pour le pollué égale le profit marginal du pollueur s'il s'agit d'un échange entre la victime et l'auteur de la pollution. Tel est le principe sous-jacent à ce que les économistes appellent le théorème de Coase [1960], sans que personne ne s'interroge un instant sur l'existence ou non des bases d'un calcul de coût.

Il n'est pas possible de donner une évaluation monétaire aux éléments naturels qui ne sont pas produits. Seuls peuvent être éventuellement calculés le coût de production occasionné par leur exploitation économique et le coût de production entraîné par la restauration après dégâts. La nature n'a donc pas de valeur économique intrinsèque. Sa « valeur » relève d'un autre registre que l'économique [Harribey 1997, 1998, 2002a, 2002c]. L'une des raisons principales de l'incommensurabilité des biens naturels et des biens économiques tient dans la non équivalence du temps biologique et du temps économique. Les processus de constitution et d'évolution des écosystèmes échappent à tout horizon humain. En économie, le taux d'actualisation est le moyen d'intégrer le temps dans le calcul en exprimant la préférence du présent au futur : plus le taux est élevé, plus la dépréciation du futur est forte. Appliquée à la gestion des éléments naturels, la notion d'actualisation attribue à ceux-ci une valeur future inférieure à leur valeur actuelle : l'intérêt des générations à venir qui les utiliseront est donc sacrifié.

Le pari insensé de la substituabilité

L'approche libérale de l'environnement fait l'impasse sur la notion d'empreinte écologique qui désigne « la surface terrestre et aquatique biologiquement productive qui est nécessaire à la production des ressources consommées et à l'assimilation des déchets produits par l'homme, dans les conditions de gestion et d'exploitation de l'année considérée » [Wackernagel 2002 : 31]. En l'état actuel de la production et de la consommation très inégalement réparties dans le monde, nous dépassons de 20% l'empreinte écologique maximale dont nous disposons pour ne pas dégrader irrémédiablement la planète. Si la consommation moyenne occidentale était étendue à tous les habitants de la terre, elle nécessiterait plusieurs planètes. Comme il est hors de question d'exclure par principe une fraction de l'humanité de la Terre, le mode de vie du Nord développé est proprement insoutenable à long terme.

Les économistes libéraux rétorquent que, si l'on utilise les rentes de rareté ajoutées aux prix de marché pour investir dans du capital de substitution, le progrès technique permettra toujours de remplacer les ressources épuisées. Puisque le caoutchouc synthétique a remplacé le caoutchouc naturel, on peut penser qu'une pastille d'iode suffira pour vivre au milieu de la radioactivité ou qu'une petite bombe aérosol d'oxygène dans la poche permettra de traverser sans encombre les fumées et gaz d'échappement des villes. En pariant sur la substituabilité entre éléments techniques et naturels, les libéraux nient toute complémentarité et donc ignorent la notion de facteur limitant qui signifie que lorsqu'un élément essentiel manque à un ensemble, c'est ce dernier qui ne peut exister.

Le développement durable du capitalisme ?

Tous les pays membres de l'ONU ont affirmé leur adhésion au développement soutenable ou durable, « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » [CMED 1987 : 51].

Dans l'esprit de ses promoteurs institutionnels, le développement durable doit concilier trois impératifs : d'ordre économique, celui de la croissance, d'ordre social, celui de la réduction de la pauvreté, et d'ordre écologique, celui de la préservation des écosystèmes. L'ordre de présentation de ces trois objectifs n'est pas neutre. La poursuite de la croissance économique est considérée comme une condition nécessaire de la réussite des deux autres, et cela en tout temps et en tout lieu.

Le concept de développement durable est donc fondamentalement ambigu. Fondé au départ sur l'idée que le développement se différencie de la croissance par des améliorations qualitatives en termes de bien-être humain, il aboutit à faire de la croissance la condition *sine qua non* permanente de la soutenabilité. Entérinant cette conception, la plupart des documents

des institutions internationales qui rivalisent de zèle en matière de soutenabilité – tout en organisant l’austérité – parlent indifféremment de développement durable ou de croissance durable [Banque mondiale 2002].

On pourrait s’insurger contre cet amalgame. Mais plus réaliste est de voir dans ce glissement la conséquence d’une erreur méthodologique présente au cœur même des théories du développement depuis leur origine, et cela quelle que soit leur orientation idéologique. La distinction entre croissance et développement est sans objet si, d’une part, la première a besoin pour se perpétuer des éléments qualitatifs (il lui faut des individus alphabétisés, en bonne santé, etc.) qui définissent le second, et si, d’autre part, elle contribue à long terme à les améliorer. Dès lors, progrès et dégâts sont indissociables de la croissance-développement, ces deux derniers concepts étant eux-mêmes indiscernables.

Si tel est le cas, deux conclusions s’imposent. Premièrement, il faut comprendre l’insistance des partisans du développement durable au sein des institutions et des grandes entreprises à faire la promotion d’une croissance durable comme une profession de foi en faveur de la base de l’accumulation du capital qui, effectivement, ne peut se passer d’elle pour se reproduire à une échelle toujours plus grande. Deuxièmement, une stratégie anticapitaliste ne peut se dispenser de déconstruire le développement – et la croissance qui lui est inextricablement liée – pour le reconstruire sur des bases radicalement différentes.

2. Vers un après-capitalisme écologique

Une économie soutenable est-elle une utopie irréaliste ? Beaucoup moins que de croire qu’il est possible de perpétuer un monde d’inégalités, d’aberrations sociales et écologiques, de violences et de mépris de la vie. S’orienter vers une société plus respectueuse des êtres humains, plus économe des ressources naturelles, plus frugale peut-être et donc moins grosse – ou obèse – de PIB, mais plus riche en temps libéré, est le seul pari réaliste. Mais il ne s’agit plus seulement d’économie puisque celle-ci est repensée dans le cadre de rapports sociaux qui auraient dépassé ceux du capitalisme. Plus encore, la société s’insérerait elle-même dans la biosphère.

Le développement illimité est impossible

Dès le début du *Capital*, Marx [1867] avait distingué le procès de travail en général, qui est une caractéristique anthropologique, dont le but est de produire des valeurs d’usage propres à satisfaire des besoins humains, et le procès de travail particulier au mode de production capitaliste, dont le but est de produire de la plus-value permettant de valoriser le capital. Dans le second cas, la production de valeurs d’usage cesse d’être une finalité pour n’être plus qu’un moyen de la valeur dont la marchandise est le support. Dès cet instant, la possibilité existe pour que les vrais besoins sociaux ne soient pas satisfaits et que, au contraire, des externalités, des dégâts de toutes sortes soient engendrés par la recherche du profit. Le principe de la critique écologiste était donc déjà contenu dans cette distinction établie par Marx.

Cependant, le procès de production capitaliste est-il seul responsable de la destruction ou de la fragilisation des écosystèmes ? Il n’est pas sûr que, si l’activité humaine n’était plus dictée par le profit, toute contradiction entre cette activité et l’ensemble des équilibres biologiques disparaîtrait, et cela pour deux raisons. D’abord parce que la planification ne pallie pas l’absence de commune mesure entre le présent et le futur et elle ne supprime pas la question de l’irréversibilité. Ensuite, le développement économique illimité nécessaire à l’accumulation du capital ou le développement des forces productives tout aussi illimité comme base du socialisme se heurtent à la finitude de la planète et donc à ses limites. Comme l’a montré Georgescu-Roegen [1995], un développement infini est impossible dans un monde fini, sans compter que le processus économique est entropique. De ce fait, doit s’imposer à

nous le principe de « responsabilité » [Jonas 1979]. Contre ce pessimisme, Passet [1996] estime que, dans la mesure où la Terre est un système ouvert sur l'énergie solaire, un processus de destruction-crétion-complexification peut nous éloigner de l'entropie. Selon lui, la croissance économique n'exigerait plus autant de ressources naturelles parce qu'elle serait majoritairement composée de services. Certes, la production de services augmente relativement aux productions agricole et industrielle, mais ces dernières continuent de croître absolument, faisant hélas plus que compenser la baisse de l'intensité énergétique². L'augmentation relative des services ne peut donc servir d'argument pour penser que la croissance infinie est possible si la consommation des ressources naturelles ne ralentit pas en termes absolus. Or aucune indication chiffrée n'existe aujourd'hui pour dire que cette réduction absolue a commencé, bien au contraire.

Pour un développement économique non durable

On ne peut se satisfaire du consensus mou qui entoure le concept de développement durable. Soit celui-ci n'est possible que pour une minorité de plus en plus restreinte, soit il n'est possible pour personne dès qu'on veut l'étendre à tous. Dans le premier cas, il est explosif socialement ; dans le second, il l'est écologiquement. Dans les deux cas, il est mortifère car le capitalisme ne peut développer sa dynamique d'appropriation des richesses naturelles et des richesses produites qu'en raréfiant les ressources limitées et en renforçant l'exploitation de la force de travail. On ne peut pour autant abandonner la perspective d'une augmentation de la production pour tous les affamés de la terre. La posture du refus du développement [Latouche 2001] sans distinguer le cas des nantis et celui des crève-la faim n'est donc pas plus acceptable.

En revanche, on pourrait réfléchir à un développement différencié *dans son objet, dans l'espace et dans le temps* :

- dans son objet pour privilégier la qualité : certaines productions méritent d'être développées : éducation, hygiène et santé, énergies renouvelables et transports économes ; d'autres doivent être limitées et ensuite réduites : l'agriculture intensive, l'automobile et l'ensemble du système automobile en étant les meilleurs exemples ;

- dans l'espace : les pays pauvres doivent pouvoir bénéficier d'une croissance dynamique pour répondre aux besoins d'une population qui connaîtra encore pendant quelques décennies une expansion importante ; les pays riches doivent, eux, enclencher une décélération de leur croissance économique globale en recherchant des modes de répartition des richesses beaucoup plus équitables et une utilisation des gains de productivité pour réduire le temps de travail ;

- dans le temps : la décélération immédiate de la croissance pour les pays riches, simultanément réorientée, doit être conçue comme une phase de transition donnant aux populations le temps et l'envie de reconstruire leur imaginaire, façonné par deux siècles de mythe de l'abondance et intériorisé au point d'en faire un maillon essentiel de la chaîne de leur « servitude involontaire » [Accardo 2002] ; ce n'est qu'après cette phase de transition que la question de la « décroissance » [Georgescu-Roegen 1995], seule à même de garantir une soutenabilité à long terme, pourra être posée.

Destituer la marchandise et réhabiliter la valeur d'usage

Le capitalisme consacre le règne de la marchandise parce qu'elle est porteuse de valeur, disait Marx. Il faut donc organiser sa destitution. Tous les efforts des libéraux sont tendus pour élargir sans cesse la sphère marchande : les services publics, la protection sociale, les connaissances, les ressources naturelles et tout le vivant sont devenus leurs cibles. La

². L'intensité énergétique mesure la quantité d'énergie nécessaire pour obtenir une unité de produit.

résistance passe par la réaffirmation d'une activité humaine tournée vers la valeur d'usage et non la valeur d'échange. Ce n'est point une démarche défensive et négative. C'est au contraire une démarche offensive et positive. Le perfectionnement technique et l'amélioration du savoir humain met à la portée de tous la satisfaction des besoins fondamentaux. Le principal obstacle réside dans la *privation*. Pis encore, il réside dans l'*achèvement* de la révolution bourgeoise du droit de propriété privée.

Ce constat va bien au-delà d'une condamnation de l'« économisme »³ car la réhabilitation de la valeur d'usage implique la transformation des rapports sociaux. En l'absence de cette dernière, une certaine critique de l'« économisme » comporte un risque pervers, celui de laisser croire à l'impossibilité d'une autre économie, obligeant à « sortir de l'économie » [Caillé 1995] pour fonder dans un ailleurs (virtuel ?) la solidarité, laissant au capital le soin de gouverner la planète réelle. Le discours sur une nouvelle éthique reste vain s'il n'est pas simultanément critique de l'ordre social capitaliste. Aussi bien Marx parlant de la « vénéralité universelle » que Weber [1922] situant le capital hors du champ de l'éthique avaient parfaitement saisi l'incompatibilité entre l'un et l'autre.

La redéfinition du domaine de la propriété collective est sans doute indispensable pour repenser la dynamique du non marchand contre le marchand. Une nouvelle conception de la propriété sociale en dépend, alliant démocratie et solidarité. Il n'est plus simplement question de décider quelles seraient les branches industrielles contrôlées par la collectivité. Il s'agit, bien au-delà, de la maîtrise des conditions de la vie (eau, air, ressources, connaissances) et de la qualité de celle-ci. Autrement dit, la transformation porte sur la propriété et la division du travail, c'est-à-dire les rapports de production, mais aussi sur les forces productives qui seraient soumises à des valeurs véritablement humaines.

Nul ne peut prévoir la durée de la phase de transition pour accomplir le saut qualitatif vers une société mondiale gouvernée par la démocratie et la solidarité. Pendant cette phase, les instruments économiques seront certainement utiles pour infléchir les décisions individuelles et collectives dans un sens plus écologique. Leur utilisation pour limiter la pollution est possible à la double condition qu'ils soient maîtrisés par la puissance publique et non laissés à l'arbitrage ou à l'arbitraire du marché, et qu'il soient associés à des mesures de prévention visant à éviter ou diminuer la pollution et la dégradation et non pas seulement à réparer ces dernières ou, pire, à les compenser monétairement. Deux règles devront être observées. La première est d'écarter toute décision en fonction de la maximisation du profit. La seconde est de dissocier marchandisation et monétarisation. La marchandisation implique la monétarisation, mais l'inverse n'est pas vrai. Il s'ensuit que seule la marchandisation est à rejeter catégoriquement car elle ne peut que signifier appropriation privée. Il peut exister par contre une place pour l'utilisation d'instruments monétaires de gestion. Mais, en ce qui concerne la nature, la mise en place de taxes (jugement quantitatif) doit être subordonnée à l'adoption de normes collectives ou à des transformations structurelles (jugement qualitatif), par exemple sur le type d'infrastructures de transports.

³ . Voir le dossier de *Transversales*, Nouvelle série, n° 3, troisième trimestre 2002. Il est assez surprenant de lire sous la plume de Gorz [2002 : 45] : « L'économie politique ne connaît pas de valeurs intrinsèques ». D'abord, c'est à l'économie politique (Smith, Ricardo, Marx) s'inspirant d'Aristote que l'on doit la distinction radicale entre valeur d'usage et valeur d'échange, et c'est donc elle qui légitime l'existence d'un espace non marchand et d'un espace non monétaire [Harribey 2002a, 2002b]. Ensuite, la notion de « valeur intrinsèque » vise à élever ce qui relève du non économique au rang de l'économique, alors qu'on critique la propension de l'économie à tout annexer et à réduire toutes les valeurs d'usage à des marchandises. La conséquence de cette contradiction est une seconde contradiction : l'affirmation (juste) qu'il existe une richesse qui n'est ni monétaire ni marchande est suivie de la revendication d'un revenu d'existence qui « ne doit pas être compris comme la récompense ou la rémunération d'une activité mais comme ce qui doit rendre possible des activités qui *sont* une richesse en elles-mêmes et une fin pour elles-mêmes. Il doit soustraire ces activités hors marché et hors mesure à toute évaluation et prédéfinition économiques » [Gorz 2002 : 47].

La mutation décisive apportée par le capitalisme est d'avoir aboli les frontières. Il nous laisse une voie étroite pour concilier un nouvel universalisme des droits et l'autonomie de chaque peuple, notamment en matière agro-alimentaire et culturelle. Les dettes sociale et écologique accumulées du Nord sur le Sud au cours des derniers siècles justifient pleinement que, d'une part, on annule la dette financière récente du Sud sur le Nord qui n'a grossi qu'à cause de la crise du système financier mondial, et que, d'autre part, on organise des transferts de techniques pour favoriser au Sud le développement non polluant dont il a besoin pendant un temps.

Un véritable programme de recherche est en cours d'élaboration au sein de tous les mouvements sociaux. Il se fonde sur l'intuition que l'histoire humaine n'est pas terminée. Il fait le pari que des progrès restent possibles pour tous les êtres humains. Des progrès qui ne soient pas la marque de la domination économique, politique et culturelle occidentale, mais qui seraient construits dans la coopération et le respect de la diversité. La mondialisation capitaliste mène à l'exacerbation des contradictions sociales, écologiques, voire militaires : « le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée l'orage » disait Jaurès. Les refus de la guerre, de la dévastation écologique et de la misère sociale exprimeront-ils le refus du capitalisme ? Notre survie, ou tout au moins une société vivable, sont peut-être à ce prix.

Références citées

- Accardo Alain, *De notre servitude involontaire, Lettre à mes camarades de gauche*, Marseille, Agone, Comeau & Nadeau, 2001.
- Banque mondiale, *Qualité de la croissance*, Bruxelles, De Boek Université, 2002.
- Caillé Alain, « Sortir de l'économie », in Latouche Serge (sous la dir. de), *L'économie dévoilée, Du budget familial aux contraintes planétaires*, Paris, Autrement, n°159, 1995, p. 177-189.
- Coase Ronald H., « The problem of social cost », *The Journal of Law and Economics*, 1960, 3^e année.
- Commission Mondiale pour l'Environnement et le Développement, *Rapport Brundtland, Notre avenir à tous*, Montréal, Fleuve, 1987.
- Georgescu-Roegen Nicholas, *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, Paris, Sang de la terre, 1995.
- Gorz André, « Valeur et richesse : le divorce », *Transversales, Science Culture*, Nouvelle série, n° 3, troisième trimestre 2002, p. 45-47.
- Harribey Jean-Marie, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Harribey Jean-Marie, *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998.
- Harribey Jean-Marie, « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in Bidet Jacques, Kouvelakis Eustache (sous la dir. de), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, 2001, p. 183-200.
- Harribey Jean-Marie, *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2002a.
- Harribey Jean-Marie, « Le travail productif dans les services non marchands », *La Pensée*, n°330, avril-juin 2002b, p. 33-45.
- Harribey Jean-Marie, « La lourdeur insoutenable du développement capitaliste », *La Pensée*, n° 331, juillet-septembre 2002c, p. 31-45.
- Jonas Hans, *Le principe responsabilité, Une éthique pour la civilisation technologique*, 1979, Paris, Ed. du Cerf, 1990.

Latouche Serge, « En finir une fois pour toutes avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

Marx Karl, *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1962.

Passet René, *L'économie et le vivant*, Paris, Economica, 1996.

Wackernagel Mathis, Schulz Niels B., Deumling Diana, Callejas Linares Alejandro, Jenkins Martin, Kapos Valerie, Monfreda Chad, Loh Jonathan, Myers Norman, Norgaard, Richard, Randers Horgen, « Tracking the ecological overshoot of the human economy », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, USA, Vol. 99, Issue 14, p. 9266-9271, July 9, 2002, <http://www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.142033699>, traduit sous le titre « Le dépassement des limites de la planète », *L'Ecologiste*, n° 8, octobre 2002, p. 31-36.

Weber Max, *Economie et société*, 1922, Paris, Plon, 1971.